

Un ancien vice-président burundais sous les verrous

PANA, 10 décembre 2013 Bujumbura, Burundi - L'ancien vice-président du Burundi et actuel numéro deux du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU, principal parti d'opposition), Frédéric Bamvuginyumvira, a passé lundi sa première nuit derrière les barreaux de la prison centrale de Bujumbura, à Mpimba, après avoir été inculpé d'abord pour "adultère", puis pour "tentative de corruption" et "rébellion" contre des agents de l'ordre qui l'auraient surpris en flagrant délit dans un hôtel de la banlieue nord-ouest de la capitale, apprend-on de source proche du prévenu. La justice a fini par abandonner la charge d'adultère, "faute de plaignant", et l'ancien vice-président doit répondre uniquement de la tentative de corruption d'agents de l'ordre public, selon un de ses avocats, Me Fabien Segatwa.

L'arrestation de cet opposant politique en vue intervient dans un contexte de tensions entre le pouvoir et l'opposition qui précède une marche-manifestation, la veille, pour protester contre la révision "unilatérale" de la Constitution en vigueur dans le pays et à l'approche des élections générales de 2015. L'Alliance démocratique pour le changement (ADC, opposition radicale) a renoncé provisoirement à la manifestation pour respecter la mémoire du défunt président sud-africain et ancien médiateur dans le conflit burundais, Nelson Mandela. De hauts responsables des différents corps de défense et de sécurité avaient menacé de faire respecter, "par tous les moyens légaux", l'ordre public face au projet "insurrectionnel". Le maire de la ville de Bujumbura avait également refusé l'autorisation aux opposants de manifester, en arguant que le Parlement était disposé à ouvrir le dialogue sur le projet gouvernemental de révision constitutionnel. Le bras de fer persiste néanmoins et le président de l'ADC, Léonce Ngendakumana, a rejeté, mardi, l'offre de dialogue, en rappelant que le rôle du Parlement était de voter des lois et de contrôler l'action gouvernementale.